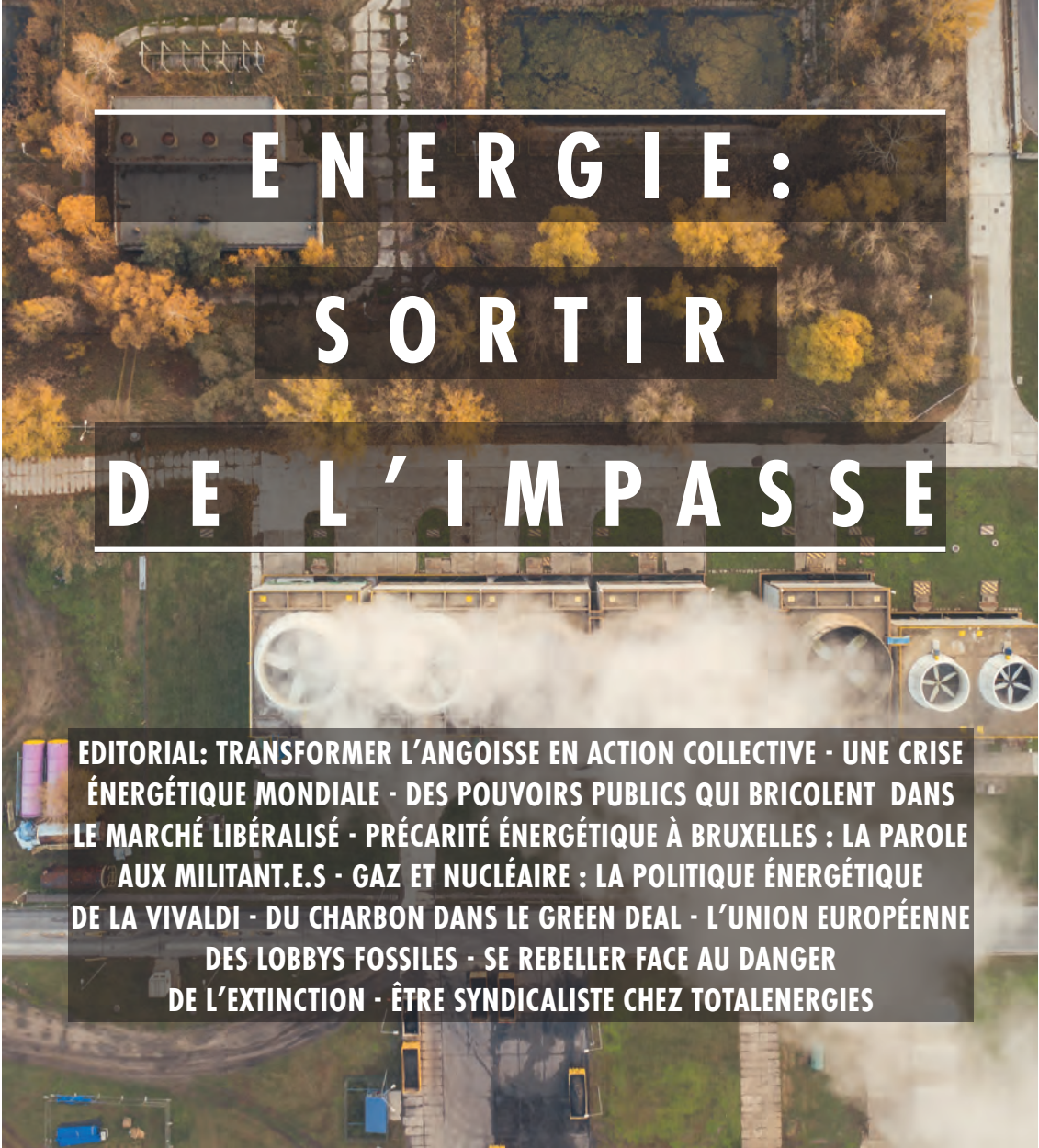


MOUVEMENTS

CLÉS POUR L'ACTION POPULAIRE



ENERGIE: SORTIR DE L'IMPASSE

EDITORIAL: TRANSFORMER L'ANGOISSE EN ACTION COLLECTIVE - UNE CRISE ÉNERGÉTIQUE MONDIALE - DES POUVOIRS PUBLICS QUI BRICOLENT DANS LE MARCHÉ LIBÉRALISÉ - PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE À BRUXELLES : LA PAROLE AUX MILITANT.E.S - GAZ ET NUCLÉAIRE : LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA VIVALDI - DU CHARBON DANS LE GREEN DEAL - L'UNION EUROPÉENNE DES LOBBYS FOSSILES - SE REBELLER FACE AU DANGER DE L'EXTINCTION - ÊTRE SYNDICALISTE CHEZ TOTALENERGIES



ABONNEMENT

Éditeur responsable Céline Caudron
rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
info@mocbxl.be

Mouvements

10 € / an sur le compte BE74 7995 5015 5407
mention «abonnement mouvements»

Impression et mise en page CF2m ASBL
avenue du Parc, 87-89
1060 Bruxelles



Avec le soutien de la fédération Wallonie-Bruxelles et de la Commission Communautaire Française de la Région de Bruxelles Capitale

culture.be

TRANSFORMER L'ANGOISSE EN ACTION COLLECTIVE	5
UNE CRISE ÉNERGÉTIQUE MONDIALE	7
DES POUVOIRS PUBLICS QUI BRICOLENT DANS LE MARCHÉ LIBÉRALISÉ	14
PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE À BRUXELLES : LA PAROLE AUX MILITANT.E.S	18
GAZ ET NUCLÉAIRE : LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA VIVALDI	22
DU CHARBON DANS LE GREEN DEAL	28
L'UNION EUROPÉENNE DES LOBBYS FOSSILES	33
SE REBELLER FACE AU DANGER DE L'EXTINCTION	39
ÊTRE SYNDICALISTE CHEZ TOTALENERGIES	45
AGENDA	51

« J'AI SOUS LES YEUX, JE NE SAIS PAS SI ON LE PUBLIERA, NOTRE SCÉNARIO À NOUS. IL NE FAIT PAS SIX DEGRÉS. IL NE FAIT PAS DEUX DEGRÉS NON PLUS PARCE QU'ON NE PEUT PAS ÊTRE TROP PRAGMATIQUES. IL DOIT PLUTÔT FAIRE TROIS DEGRÉS, TROIS DEGRÉS ET DEMI. »

Patrick Puyanné,
P-DG de Total, dans Cash Investigation,
France 2, 2016

E D I T O

TRANSFORMER L'ANGOISSE EN ACTION COLLECTIVE

Par Céline Caudron et Gilles Maufroy,
CIEP-MOC Bruxelles

Après le climat, la pandémie et la guerre de Poutine en Ukraine, la crise de l'énergie est le dernier exemple en date des échecs du marché capitaliste et des politiques libérales à répondre aux besoins fondamentaux de l'humanité. Sécheresses, incendies, inondations, tempêtes... : la réalité du réchauffement climatique n'est plus à démontrer. Pourtant, les engagements internationaux restent encore en-dessous de ce qui est jugé nécessaire par le consensus scientifique afin d'éviter un réchauffement de +1,5° aux conséquences catastrophiques. Le dérèglement du climat n'est pas « seulement » un problème pour la planète, ni même à terme pour la survie de notre espèce. C'est déjà un problème social de plus en plus grave, y compris dans le « Nord global » dont fait partie la Belgique : les milliers de personnes sinistré.e.s qui vivent encore dans des conditions indignes plus d'un an après les inondations dans l'Est du pays font écho aux 33 millions de sinistré.e.s des récentes inondations au Pakistan. Chaque année, le nombre de « migrant.e.s climatiques » augmente. A chaque canicule, des milliers de nos aîné.e.s succombent de la chaleur. A chaque sécheresse, les récoltes sont mauvaises et les agriculteur.rice.s souffrent.

On ne peut pas parler de climat sans parler d'énergie et vice-versa : pour diminuer drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, il est indispensable de remplacer les énergies fossiles par les renouvelables tout en supprimant les productions inutiles...ce qui implique de reconvertir des secteurs polluants. Comme les autres aspects de la crise climatique, la « crise énergétique » a aussi ses répercussions sociales avec une explosion des factures d'énergie des ménages : plus de 20% sont en précarité énergétique à Bruxelles, ce qui a aussi des implications sur la santé... Quant aux entreprises, elles répercutent le plus souvent la hausse du coût de l'énergie sur les prix de vente, ce qui contribue à la hausse générale du coût de la vie.

L'énergie est un bien commun nécessaire à tou.te.s. Mais tout comme en 2020 avec l'émergence de la pandémie, le « marché libre » est à nouveau incapable de mettre en place des solutions rationnelles qui répondent aux besoins humains. Incapable aussi de transformer radicalement le modèle énergétique et productif, ni non plus d'empêcher une guerre opérée par un régime autoritaire tel que la Russie. C'est même l'inverse, puisque celle-ci est dopée aux énergies fossiles que nos pays lui achètent. Tout est lié dans cette séquence.

Répondre à l'enjeu climatique existentiel et garantir le droit vital à l'énergie

nécessite d'opérer un choix de société : la crise écologique provient de l'exploitation des travailleur.se.s et de la planète en vue de générer un maximum de profits à court terme. La crise énergétique est aussi le produit de la libéralisation du marché, de la privatisation, de la « libre » spéculation. Comme en 2020, nous ne sommes pas tou.te.s dans le même bateau et certainement pas tou.te.s responsables à la même échelle. Quand De Croo annonce des hivers difficiles, il nous rejoue le scénario du Covid et indique l'intention gouvernementale de faire payer la facture au plus grand nombre, c'est-à-dire en particulier aux plus précaires. Une fois encore, l'intervention de l'Etat vise à « tout changer pour que rien ne change » : investir dans le gaz, prolonger le nucléaire et diminuer (un peu) les factures, aux frais de l'Etat (nos impôts)... sans toucher aux méga-profits des géants de l'énergie.

Ce n'est pas « plus de marché » ou un « autre marché », renouvelable cette fois, qui pourront mettre fin au problème. Pour s'en sortir durablement, il faut s'attaquer au cœur du capitalisme fossile, c'est-à-dire sortir l'énergie du marché en instaurant un contrôle véritablement démocratique et citoyen sur la production et la consommation. Pour penser à ce qu'on produit et comment, fixer des prix qui garantissent une accessibilité à tou.te.s, démarrer illico le remplacement des fossiles par les renouvelables, reconvertir les

« POUR S'EN SORTIR DURABLEMENT, IL FAUT S'ATTAQUER AU CŒUR DU CAPITALISME FOSSILE »



industries polluantes et inutiles en préservant des emplois reconvertis, rénover et isoler les bâtiments via une entreprise publique tout en contrôlant le montant des loyers, évoluer vers une mobilité collective et douce, etc.

Ce changement de paradigme ne tombera pas du ciel, nous le savons. Nos gouvernements accoutumés à 40 ans de néolibéralisme ont visiblement besoin d'être contraints de changer de politique. Les mouvements sociaux ont devant eux une belle opportunité de reconstruire un rapport de forces dans la société. Car cette rentrée est marquée par un calendrier de mobilisations syndicales, sociales et sur les enjeux climatiques qui dessine en creux l'indispensable jonction entre les luttes sociales et écologiques : pour le

climat avec Code Rouge les 8 et 9 octobre et le 23 avec la Coalition climat, pour nos salaires et des prix de l'énergie payables le 21 septembre puis le 9 novembre avec le front commun syndical.

Il n'y aura pas de victoire durable de nos luttes syndicales sans prendre en compte la gravité de l'enjeu climatique, tout comme il n'y aura pas de victoire écologique d'ampleur sans viser les intérêts des grands détenteurs de capitaux et sans impliquer la grande majorité de la population, à savoir le monde du travail. A nous de faire des mobilisations de l'automne le terrain de rencontre de celles et ceux qui refusent de payer la facture des échecs du capitalisme.

UNE CRISE ÉNERGÉTIQUE MONDIALE

Par Clara Seynaeve,
Doctorante en économie à l'UCLouvain

Nous vivons actuellement une crise énergétique profonde au niveau mondial. D'abord au niveau social, car une grande partie de la population mondiale est ou risque d'être privée d'accès à une quantité d'énergie suffisante et abordable. Ensuite, les hausses de prix tout comme les problèmes d'approvisionnement ont également des répercussions sur l'économie dans son ensemble, à travers l'impact sur les coûts de production dans d'autres secteurs. Enfin, la crise énergétique s'exprime nettement au niveau écologique, comme en témoigne notre dépendance aux énergies fossiles, un des moteurs principaux du dérèglement climatique. En 2019, 86% de l'offre mondiale d'énergie provenait de ressources non-renouvelables (le gaz, le pétrole, le charbon et le nucléaire)¹.

1 <https://www.iea.org/reports/key-world-energy-statistics-2021>

Des décideurs politiques, des « experts » et surtout les représentants du patronat en Belgique comme en Europe nous présentent cette crise comme le résultat de différentes contraintes « extérieures » auxquelles on ferait face « tous ensemble » : des ruptures de chaînes de production mondiales, l'invasion russe de l'Ukraine, des conditions climatiques défavorables, ... Celles-ci nous forceraient alors à faire des « choix difficiles » comme le retour au charbon et au nucléaire, à faire un « effort collectif » pour réduire notre consommation d'énergie, ou encore à « se serrer la ceinture » (par exemple à travers une « modération » salariale ou des réductions des dépenses publiques) pour endiguer les effets inflationnistes. En réalité, ni les contraintes ni les politiques pour y faire face sont inévitables. Bien au contraire, elles relèvent pour la plupart de choix de société fondamentaux, de la logique du système capitaliste et des politiques néolibérales mises en place dans un contexte de crise systémique. Pour s'en rendre compte, il suffit de retracer les réelles origines des hausses de prix énergétiques et d'en analyser l'impact social et économique concret.

L'énergie, une source majeure de bénéfices...

Certes, il y a des chocs d'offre (baisse de l'approvisionnement) qui affectent le coût réel - la valeur - de l'énergie, en augmentant la quantité de travail socialement nécessaire à sa production. Par exemple, la sécheresse peut réduire la productivité de la production hydroélectrique. Ou encore, si le gaz russe est remplacé en partie par du gaz de schiste américain,

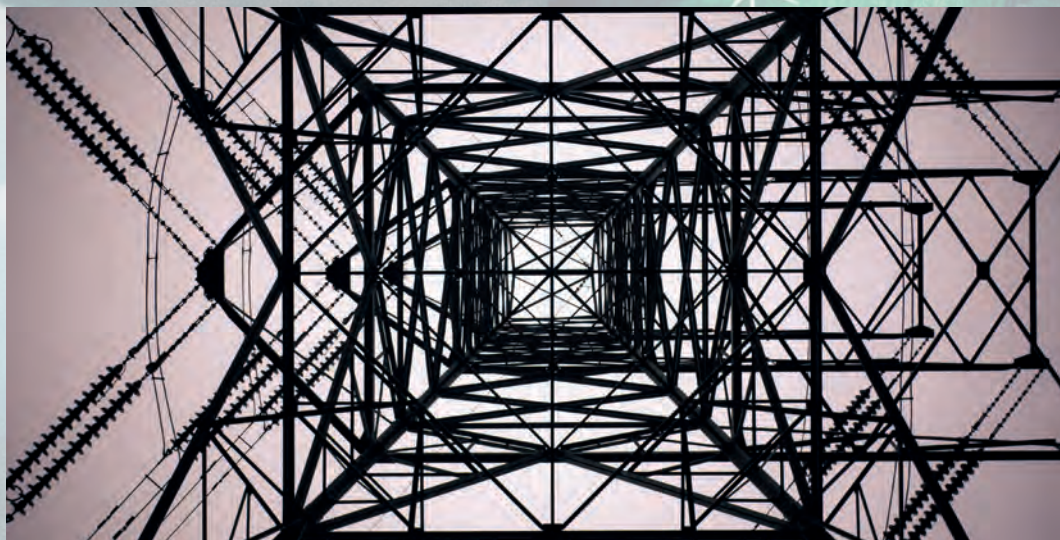
dont le processus d'extraction est plus complexe, la productivité moyenne de la production du gaz disponible sur le marché européen en sera réduite, ce qui augmente la valeur du gaz.

Néanmoins, on peut déjà noter que de tels chocs réels n'ont pas pour autant nécessairement des origines « naturelles ». Le réchauffement climatique, tout comme des tensions géopolitiques, est au fond attribuable à des facteurs humains. Plus important encore, il y a plein d'autres facteurs qui affectent en pratique le prix du marché de l'énergie, impliquant un découplage avec sa valeur réelle.

On peut mentionner tout d'abord les mouvements spéculatifs, qui sont capables d'amplifier fortement des fluctuations de matières premières. A titre d'illustration, on estime qu'aux cours des années 2000, les spéculations sur les marchés financiers ont été le deuxième contributeur à la hausse des prix de pétrole, expliquant 15% de celle-ci.¹ Ou pour prendre un exemple plus récent, dans le secteur alimentaire: suite à la baisse des exportations ukrainiennes de grain, les quatre plus grandes firmes qui dominent 80% du commerce mondial de grain ont commencé à accumuler d'importantes réserves en anticipation à une hausse du prix, renforçant ainsi cette dernière.² De telles spéculations surviennent notamment lorsqu'il y a déjà un fort déséquilibre entre la demande et l'offre. C'est le cas aujourd'hui pour des produits énergétiques comme le pétrole ou le gaz, mais également pour certains métaux indispensables à des infrastructures renouvelables.

Un autre facteur qui contribue à une hausse artificielle des prix est le pouvoir de marché des grandes firmes multinationales. Celles-ci en profitent pour restreindre l'offre afin de maintenir les prix élevés et gagner ainsi des surprofits. Cette stratégie est d'autant plus rentable que la demande est inélastique (peu sensible) au prix, comme c'est le cas pour l'énergie consommée par les ménages. Que les géants pétroliers aient ainsi bien profité de la récente hausse des prix ne fait aucun doute. Au deuxième trimestre de 2022, le profit des cinq plus grandes multinationales occidentales du pétrole (Shell, TotalEnergies, ExxonMobil, Chevron, et BP) a atteint un record de 60 milliards de dollars. De ce montant, pas moins de 25 milliards ont été directement versés aux actionnaires à travers des achats d'actions propres³. Donc non seulement cette concentration de capitaux permet aux détenteurs de faire des bénéfices exorbitants mais en plus il n'y a aucune garantie que ceux-ci soient réinvestis productivement.

- 2 <https://research.stlouis-fed.org/publications/economic-synopses/2012/03/12/speculation-in-the-oil-market/>
- 3 Article dans De Tijd, mardi 7 juin 2022, "Ook als Zwarte Zee opengaat, is meer honger onafwendbaar"
- 4 Article dans De Tijd, 2 août 2022, « Bijna helft winst oliereuzen vloeit naar inkoop eigen aandelen »
- 5 Voir à ce sujet l'article « Fossilised Capital: Price and Profit in the Energy Transitions » de Brett Christophers (2021), où l'auteur montre bien que c'est le profit escompté qui est déterminant pour les investissements, ce qui explique notamment pourquoi les géants pétroliers n'investissent que très peu dans les énergies renouvelables malgré leurs annonces.



Ce qui est d'autant plus problématique dans un contexte où des investissements massifs dans les énergies renouvelables sont requis⁴.

Enfin, le fonctionnement des marchés joue également un rôle non-négligeable dans la fixation des prix. A partir des années 1990, les institutions européennes ont entamé un processus de libéralisation des secteurs des télécommunications, de l'électricité et du gaz. Dans un contexte d'idéologie néolibérale devenue dominante, l'objectif était notamment de réduire l'intervention directe de l'Etat (en tout cas dans les secteurs potentiellement rentables pour le capital privé) et de stimuler la concurrence et l'intégration du marché européen. Ainsi, on a imposé aux États membres de démanteler leurs monopoles publics. Les fonctions de production et de fourniture d'énergie devaient être séparées de celles du transport et de la distribution, afin de les commercialiser et de les ouvrir à la concurrence⁵. En même temps, le système de tarifs régulés sur base de coûts de production devait être remplacé par la fixation de prix sur les marchés.

Conjointement avec la création de nouvelles instances régulatrices « autonomes », ces mesures devaient notamment permettre aux consommateurs de bénéficier de prix d'énergie bas, d'un approvisionnement suffisant, et de davantage de choix au niveau des fournisseurs d'énergie. Evidemment, ce n'est pas ce qui s'est passé en pratique. Au lieu d'augmenter automatiquement le degré de concurrence, l'intégration a permis à

de grandes firmes de s'étendre au-delà de leurs marchés nationaux à travers un processus de fusions et d'acquisitions. En même temps, puisque d'importantes barrières institutionnelles et techniques au commerce transfrontalier persistent encore, il est difficile de parler d'un marché unique intégré au niveau européen. Il existe plutôt de différents marchés régionaux, sur lesquels une grande entreprise telle que Électricité de France (EdF) peut alors avoir une part de marché très élevée même si sa part au niveau européen reste plus limitée⁶. En outre, des augmentations de prix survenues peu de temps après la libéralisation combinées à des choix de fournisseurs de facto limités ont contribué à la précarité énergétique des personnes à faibles revenus⁷. Le système de fixation du prix de l'électricité s'est fort complexifié⁸.

La crise énergétique actuelle montre comment les différents pays européens restent fortement dépendants de ressources énergétiques importées et de l'énergie fossile et nucléaire. Même là où la concurrence s'est renforcée, la logique du profit l'est également et continue ainsi à primer sur la satisfaction des besoins sociaux et environnementaux.

... ainsi qu'une ressource indispensable au capital

Néanmoins, il serait trop simpliste de présenter l'énergie uniquement comme source potentielle de profits exubérants et de spéculation. En effet, l'énergie joue également un rôle essentiel en tant qu'intrant

dans les autres industries, qui ont besoin d'un accès aux matières premières peu coûteuses. C'est dans ce cadre que l'Etat - dont un des rôles est de créer les conditions générales de production qui ne peuvent être assurées par les capitalistes privés - est intervenu pour soit strictement réguler, soit assumer lui-même la production et la distribution d'énergie. Une analyse des prix de l'électricité dans la période d'après-guerre montre ainsi comment des nationalisations à l'époque, entre autres en France et en Grande-Bretagne, ont surtout bénéficié aux monopoles, gros consommateurs d'énergie⁹.

Les privatisations et libéralisations à la fin du siècle n'ont pas pour autant supprimé ce rôle crucial de l'Etat. Le cas de la France en fournit une bonne illustration. La mise en œuvre partielle des directives européennes y a mené à une instabilité accrue des prix du gaz ainsi qu'une forte hausse du prix de marché de l'électricité. Suite à des protestations, en premier lieu par les grands clients industriels, il y a alors eu un certain recul du processus de libéralisation¹⁰. De la même manière, en Belgique, les décisions récentes du gouvernement De Croo/Vivaldi de subsidier de nouvelles centrales au gaz et de prolonger le nucléaire, relèvent d'une tentative de garantir les conditions générales de production dans un contexte économique de plus en plus instable. Ces mesures montrent d'ailleurs qu'une telle tentative n'est en rien incompatible avec la création d'opportunités lucratives pour les acteurs privés.

- 6 En Belgique, par exemple, alors que les intercommunales étaient traditionnellement responsables de la distribution et de la vente d'électricité et de gaz naturel aux consommateurs, cette dernière a été confiée à des fournisseurs commerciaux comme Electrabel ou Luminus depuis 2007
- 7 Lars Bergman, « Addressing market power and industry restructuring », Chapitre 3 dans "Electricity reform in Europe: Towards a Single Energy Market" (2009).
- 8 Bafoil, Fodor et Le Roux, « Introduction / Institutions nationales et marchés de l'électricité en Europe », dans « Accès à l'énergie en Europe » (2014)
- 9 Sur le marché spot des livraisons immédiates, ce prix est désormais basé sur le coût marginal de la 'dernière unité' -celle avec le coût variable le plus élevé, souvent produite avec du gaz- qui permet de satisfaire la demande. Par conséquent, une hausse du prix de gaz risque d'avoir un impact disproportionné sur le prix de l'électricité
- 10 Ernest Mandel, « Le troisième âge du capitalisme », Chapitre 15 sur l'Etat.

Salaires, prix et profit : qui paie pour la crise ?

En cas de fortes hausses des prix de l'énergie comme celles observées aujourd'hui, les répercussions sociales et économiques risquent de dépasser le seul impact direct sur la facture énergétique des ménages et les coûts de production des entreprises consommatrices d'énergie.

D'un côté, les firmes qui voient leurs coûts augmenter vont tenter de répercuter cette hausse sur leur prix de vente, dans le but de maintenir leurs marges de profit. On observe effectivement qu'une part importante des firmes - surtout les plus grandes qui consomment beaucoup d'énergie - y parviennent en tout ou en partie¹¹. L'augmentation des coûts se traduit alors en une hausse plus généralisée des prix de consommation, renforçant ainsi l'inflation générale. Par contre, les entreprises qui n'arrivent pas à répercuter leurs coûts croissants sur les consommateurs, voient nécessairement leurs marges bénéficiaires se rétrécir. Si une telle situation se répand et perdure, le risque d'une récession économique s'en trouve renforcée. A l'heure actuelle, à peine sorti de la crise Covid, on parle déjà d'un nouveau ralentissement de la croissance mondiale, alors que certains pays au Sud global s'enfoncent dans une crise économique et sociale profonde.

D'un autre côté, les salarié.e.s, qui eux voient leur pouvoir d'achat menacé,

tendent d'obtenir des salaires nominaux plus élevés afin de préserver au moins le niveau de leurs salaires réels. En Belgique, le système d'indexation automatique des salaires offre une certaine protection contre l'inflation. Néanmoins, celle-ci est loin d'être parfaite et reste insuffisante en cas de fortes hausses des prix. En outre, il s'agit d'une conquête sociale qui reste à tout moment menacée par de nouvelles offensives du patronat. Pour les firmes, toute hausse générale des salaires représente une nouvelle hausse de leurs coûts, dont elles tentent encore de réduire l'impact sur leur profit en augmentant davantage leurs propres prix de vente...

On voit ainsi le risque d'une inflation de plus en plus élevée qui semble s'auto-entretenir. Mais qui en est responsable ? A en croire le patronat, ce sont bien évidemment les travailleur.se.s et les syndicats avec leurs revendications sociales « démesurées » qui génèrent ainsi une « spirale prix-salaires ». Un tel raisonnement ne tient pas la route en pratique. D'abord, les hausses de salaires dont on parle ici ne sont qu'une *réaction* de la part des travailleur.se.s à une hausse préalable du coût de la vie. Ensuite, rien n'explique pourquoi une hausse des salaires nominaux devrait automatiquement entraîner une hausse des prix.

Ce résultat a lieu uniquement parce que les entreprises - en particulier les monopoles - sont en mesure de répercuter la hausse des salaires sur les consommateurs en augmentant *artificiellement*¹² leurs prix de vente, aidées en cela par le système bancaire et la création monétaire¹³. Le terme correct est donc plutôt celui de « spirale prix-profits » : une spirale qui soit s'entretient au détriment du niveau de vie de la classe travailleuse, soit s'enlise graduellement avec le risque toujours accru d'une nouvelle récession. L'alternative est donc la baisse du taux de profit.

- 11 Sur le marché de l'électricité, il y a eu un retour aux tarifs réglementés, et une nouvelle loi a permis d'exclure l'électricité d'origine nucléaire des mécanismes de marché. Dans le secteur gazier, on a maintenu le système de contrats à long terme qui permet aux clients industriels de payer des prix plus stables et prévisibles. Voir Thomas Reverdy, « La construction politique du prix de l'énergie » (2014)
- 12 Voir par exemple l'étude de la Banque Nationale de Belgique du 12/05/2022, « Les firmes et la hausse des prix énergétiques »
- 13 C'est-à-dire sans aucune augmentation correspondante de la valeur réelle des biens produits.
- 14 Voir plus sur ce sujet dans Ernest Mandel, « Le troisième âge du capitalisme », Chapitre 13 sur l'Inflation permanente.



DES POUVOIRS PUBLICS QUI BRICOLENT DANS LE MARCHÉ LIBÉRALISÉ

Entretien réalisé par Céline Caudron
Secrétaire fédérale du MOC Bruxelles

L'augmentation spectaculaire des prix du gaz et de l'électricité de ces derniers mois pèse douloureusement sur les budgets des travailleur.se.s. Sans pour autant s'attaquer à la source du problème, les pouvoirs publics ont mis en place quelques mesures pour limiter la casse. Mais sont-elles efficaces et suffisantes ? Mouvements a rencontré Nicolas Poncin, d'Infor GazElec, le centre d'information aux consommateurs bruxellois de gaz et d'électricité.

Mouvements : Qu'est-ce que c'est Infor GazElec ?

Nicolas Poncin : c'est un service créé en 2007 au moment de la libéralisation du marché de l'énergie. Le Collectif Solidarité contre l'Exclusion, avec le MOC, la CSC et la FGTB s'inquiétaient à ce moment-là de savoir ce qu'allait devenir le consommateur. Ils ont interpellé la ministre de l'époque et Infor GazElec est née avec des financements publics et avec, comme première mission, de comparer les offres pour aider les consommateurs à changer de contrat. Très vite, les gens sont venus parce qu'ils ne comprenaient pas leur contrat, leur facture, ils se demandaient quoi faire en cas de déménagement, s'ils avaient droit au tarif social, et ils se posaient plein de questions sur le marché de l'énergie. Donc nous nous sommes spécialisés là-dessus. En même temps, la notion de guichet d'information unique est apparue au niveau européen à travers une directive qui a été traduite en une ordonnance bruxelloise. Il y a eu un appel à projet et nous sommes désignés depuis comme le centre officiel d'information aux consommateurs bruxellois de gaz et d'électricité.

Qu'en est-il de l'évolution des factures ?

NP : Depuis le 2^e semestre 2021, le prix du gaz et de l'électricité a très fortement augmenté sur les marchés de gros et se répercute sur les factures, avec des sommets au moment de la guerre en Ukraine en mars. On n'a jamais connu ça. Pour l'instant, les prix plafonnent mais restent

très hauts. Nous avons aussi beaucoup de craintes pour l'automne. En un an, les factures ont augmenté de 103% en Belgique pour le gaz et l'électricité. Pour donner une idée : une personne qui payait une facture de 2.131 euros en avril 2021 payait 4.317 euros en avril 2022.

La situation est-elle particulière à Bruxelles ?

NP : A Bruxelles, il n'y a plus que deux fournisseurs actifs : Luminus qui ne conclut des contrats que par internet et Engie qui est plus accessible. Ça donne l'image d'un marché pas du tout concurrentiel qui peut laisser croire que les Bruxellois n'auraient pas un meilleur tarif à cause de cela puisque l'idée que la concurrence permet une baisse des prix est fort répandue. Mais il faut savoir que les tarifs bruxellois sont plus bas que dans les autres régions, les bruxellois ne paient pas plus cher. C'est bien la preuve que la libéralisation ne diminue pas les prix mais aussi qu'elle ne fonctionne pas dans une région avec un taux de pauvreté important. Les fournisseurs ne veulent pas s'y installer et continuent à s'attaquer à un système de protection du consommateur qui est assez fort en comparaison



aux autres régions pour protéger la population plus fragile.

Si les prix ne sont pas plus élevés, la population la plus mal logée ressent tout de même l'influence de l'état du bâti vieillissant et mal isolé dans la capitale, non ?

NP : Bien sûr, l'énergie la moins chère est celle que l'on ne consomme pas. A Bruxelles, le bâti est vieux et moins isolé. Mais c'est en partie compensé par le fait d'avoir plus d'appartements avec des espaces plus petits qui, au final, ne consomment pas plus qu'une maison

4 façades. Il faut avancer là-dessus en accélérant la rénovation du bâti sur l'isolation, tout en gardant des loyers encadrés parce qu'il ne faudrait pas que ça explose en retour de ce côté-là.

Quelles sont les principales mesures prises par les gouvernements jusqu'ici par rapport à la hausse des prix ?

NP : Au niveau fédéral, la mesure la plus efficace est l'élargissement du tarif social aux Bénéficiaires de l'Intervention Majorée (BIM). Le tarif social reste un tarif de marché mais vraiment très bas, avec une augmentation qui est plafonnée. Cette mesure permet à 30% des bruxellois de payer leurs factures. Ça faisait

longtemps qu'on réclamait l'élargissement du tarif social aux BIM pour tenir compte du revenu. Avant, un chômeur qui avait des allocations équivalentes au CPAS n'avait pas droit au tarif social. Maintenant c'est enfin le cas. Mais ce n'est encore qu'une mesure temporaire, il faudrait que ça devienne structurel. Il y a eu aussi la diminution de la TVA à 6%. C'est clair que ça a fait diminuer la facture mais ça a aussi reporté l'indexation des salaires, les salariés y ont perdu un peu pendant quelques mois, et c'est aussi une perte de rentrées pour l'Etat. Le gouvernement a finalement prolongé cette mesure jusqu'en décembre, ce qui est mieux que jusqu'en fin septembre comme prévu au départ puisqu'on ne se chauffe pas pendant les mois d'été. Puis, il y a eu deux primes chauffage de 80 euros et de 100 euros pour les bénéficiaires du tarif social. C'est bienvenu mais loin d'être suffisant.

Mouvements : A Bruxelles, il existe d'autres dispositions avec des ordonnances régionales, quelles sont-elles ?

NP : L'ordonnance bruxelloise de 2007 impose le contrat de 3 ans, l'obligation de faire offre et le passage obligatoire par le juge de paix pour une résiliation. Ces trois éléments de protection sont importants parce qu'ils permettent un meilleur équilibre entre fournisseur et consommateur. Avec un contrat de trois ans, la relation est plus stable et le consommateur a le temps d'apurer sa dette, il y a aussi une plus grande stabilité des prix avec les trois ans de contrat. L'obligation

de passer par le juge de paix avant toute coupure permet d'aller plus loin que le droit à l'énergie en envisageant aussi le droit contractuel, la dignité humaine. L'énergie est un droit fondamental au niveau démocratique, c'est inconcevable de ne pas passer devant la justice pour se retrouver privé de ce droit.

Cette année, une nouvelle ordonnance est passée pour intégrer le package européen qui crée les communautés d'énergie et renforce les compteurs intelligents. Ce sont des compteurs communicants qui peuvent envoyer la consommation en temps réel. Il y a aussi le statut de client protégé qui permet une fourniture garantie pour les personnes qui n'arrivent plus à trouver un fournisseur parce qu'elles sont endettées chez les deux fournisseurs bruxellois. Le CPAS peut activer cette fourniture garantie et Sibelga assure l'accès au gaz et à l'électricité le temps que le CPAS trouve une solution, sans qu'il y ait de coupure. Une nouvelle ordonnance bruxelloise a élevé le plafond qui permet d'avoir accès à ce statut, en se basant sur les mêmes plafonds que pour les primes chauffage. Ainsi, 80% des Bruxellois peuvent avoir accès à ce statut en théorie. Mais il y a un grand bémol, c'est qu'il faut pour cela avoir reçu une mise en demeure, donc être endetté vis-à-vis de son fournisseur et les gens préfèrent plutôt trouver de solutions pour payer leurs factures, en prenant sur leurs économies, en faisant des efforts.

Le gros avantage de ce statut est qu'il permet de diminuer la facture par 5 grâce au tarif social. Avec l'élargissement aux

BIM, ça représente beaucoup d'argent et certains voudraient voir ce statut disparaître alors que c'est pourtant l'arme la plus efficace.

Quelles mesures seraient nécessaires pour garantir l'accès à l'énergie pour tou.te.s ?

NP : Infor GazElec est le centre d'information officiel et n'est pas là pour formuler des revendications. Mais d'autres montent au créneau, comme la Coordination Gaz Electricité Eau (CGEE). Avant tout, il faudrait évaluer ce système libéralisé en tirant enfin le constat de son inefficacité. Ce système existe depuis 15 ans et, chaque année, pour 90% de la population, le contrat est plus cher. Un fournisseur public citoyen serait une bonne chose pour garantir un accès moins cher pour tou.te.s et éviter de devoir s'amuser à comparer les prix. Ça permettrait aussi de développer d'autres politiques énergétiques, dans une vision plus sociale et moins dans une logique de rentabilité et de rémunération d'actionnaires. La crise des prix montre encore plus qu'il faut une régulation parce que l'effet de seuil entre les gens qui ont droit au tarif social et tou.te.s les autres qui n'ont qu'un petit salaire juste au-dessus du plafond (de +/-1.700 euros nets par mois sans personne à charge) et qui n'en bénéficient pas, c'est catastrophique.

PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE À BRUXELLES : LA PAROLE AUX MILITANT.E.S

Entretiens réalisés par Pietro Tosi
CIEP-MOC Bruxelles

Comment les ménages font face aux difficultés quotidiennes et à la vulnérabilité produite par le mal-logement et l'augmentation des prix de l'énergie ? Nous nous sommes entretenus avec deux militant.e.s d'organisations constitutives du MOC sur leurs parcours et leurs batailles. Au-delà des chiffres sur leur budget et leurs ressources qui permettent de mieux saisir leurs situations, ces témoignages révèlent le quotidien de vies en pointillés, en galère, en combat, en vulnérabilité économique, en précarité énergétique.

Le 27 avril 2017, les Equipes Populaires organisaient déjà à Namur un colloque sur la précarité énergétique basé sur des témoignages et les pratiques de terrain. La précarité énergétique est devenue de plus en plus une réalité inquiétante qui touche 21,5% des ménages en Belgique¹ ! Cela veut dire que plus d'un ménage sur cinq consacre une part trop importante (plus de 10%) de son revenu disponible aux dépenses énergétiques. Ou bien se prive de chaleur, renonce à cuisiner, ... Ces privations ont des conséquences sur toutes les dimensions de la vie. Dans un « chez soi » glacial, on vit mal chaque instant : on ne peut pas inviter, on ne peut pas faire de projets... Le baromètre de la précarité bruxellois 2021 met en lumière que la précarité énergétique ne découle pas forcément d'un risque de pauvreté. En effet, près de 41% des personnes reconnues comme étant en situation de précarité énergétique ne sont pas considérées comme « en risque de pauvreté ».

Néanmoins, la recherche montre que les ménages aux revenus les plus faibles sont les plus touchés par la précarité énergétique, bien que les revenus moyens ne soient pas non plus épargnés.

Les personnes isolées et les familles monoparentales apparaissent comme particulièrement fragiles face à la précarité énergétique, avec une surreprésentation des femmes. Les personnes âgées doivent également retenir toute notre attention : 27,5 % des 65 ans et plus sont en précarité énergétique et les femmes sont également surreprésentées dans cette catégorie d'âge. Les locataires, et particulièrement les locataires de logements sociaux, sont plus touchés par la précarité énergétique que les propriétaires. Ces sont des chiffres, regardons maintenant ce que nos militant.e.s en chair et en os nous racontent.



¹ <https://www.socialenergie.be/fr/nouveaux-barometres-de-la-precarite-energetique-et-hydrique/>

“ LA PRÉCARITÉ ÉNERGÉTIQUE S’EST DÉSORMAIS TRANSFORMÉE EN PRÉCARITÉ SOCIALE ”

Peux-tu te présenter en quelques mots ?

Je m'appelle M., je suis sans emploi depuis quelques années, je suis militant chez les travailleurs.es sans-emploi de la CSC Bruxelles.

Quel est l'impact du coût de l'énergie dans ton budget ?

En fait, je n'ai pas encore vraiment senti l'impact de l'augmentation du prix de l'énergie. Ma situation était déjà précaire avant la pandémie ou la guerre en Ukraine. Au quotidien, dans mon appartement il n'y a jamais de soleil et il y a beaucoup d'humidité : je suis exposé plein nord. Cette humidité me donne des maux de tête et contribue à mon mauvais état de santé. Bref, ma santé est foutue. À cause de cela je suis depuis plusieurs années en incapacité de travail.

J'habite depuis 6 ans dans un petit local situé à Schaerbeek au nord de Bruxelles. Je n'ai pas de chauffage à gaz. Mes radiateurs sont électriques, afin d'épargner un peu d'argent : je n'en

ai pas les moyens. Par exemple celui du salon, un petit convecteur électrique de bas de gamme, dont le plastique jaunit quand je l'allume, il fonctionne mais il est trop loin de mon canapé pour me tenir chaud ou juste chauffer le salon.

Aujourd'hui, à cause du risque d'augmentation des prix de l'énergie, j'ai commencé à épargner pour me préparer au prochain hiver. Cet hiver ça va être compliqué. Du coup, j'ai décidé de sauter des repas. Avec toutes les autres factures, le loyer très cher à payer chaque mois, la montée des prix au supermarché et mon allocation très basse, cela a été la seule manière d'épargner.

La précarité énergétique s'est désormais transformée en précarité sociale aussi. Je n'invite plus des amis à la maison. Je suis de plus en plus isolé chez moi, ce qui ne rend pas les choses plus faciles. Je suis convaincu que la cause des prix de l'énergie n'a pas commencé avec la guerre en Ukraine. Cela a bien sûr empiré un phénomène qui était déjà en route bien avant. C'est clairement la faute du processus de privatisation du secteur de l'énergie et de la spéculation qui en a découlé.

“ ON TROUVE CE QU’ON PEUT TROUVER ”

Peux-tu te présenter en quelques mots ?

Bonjour, je suis M. je suis d'origine mexicaine sans titre de séjour légal en Belgique. Je suis membre de la Ligue des travailleuses domestiques de la CSC Bruxelles.

Quel est l'impact du coût de l'énergie dans ton budget ?

Dans mon logement, je n'ai pas de bail officiel. En étant sans-papiers ça été très compliqué de trouver non seulement un logement convenable, mais un logement tout court.

À cause de ma précarité administrative, qui m'empêche également de travailler légalement, je vis sans électricité. Un choix motivé par l'angoisse de la facture qui tombe chaque mois. Je me débrouille avec des lampes à pile, une petite gazinière de camping pour cuisiner. J'ai le courant dans la cave commune, ce qui me permet de recharger mon téléphone et mon ordinateur. Même si ce n'est pas

évident, surtout en hiver, je vis plus ou moins dignement.

L'eau chaude ne fonctionne plus non plus. J'utilise de l'eau chauffée pour me laver. J'ai appelé le propriétaire, il m'a dit qu'il ne savait rien faire, que si ça ne m'allait pas, je n'avais qu'à chercher un autre appartement. Il sait bien que, sans papiers, je n'arriverai pas à en trouver un. Parfois, j'arrive à trouver un petit boulot, et dès que j'ai quelque chose, je vais acheter à manger pour les enfants. Je ne trouve du travail que quelques jours par mois, mais je ne suis pas non plus toujours payée pour le travail que je fais. Quand on est sans-papiers, on n'est pas aidé. On ne peut pas travailler légalement et ceci nous oblige à accepter n'importe quel job dans le marché noir ou dans l'économie informelle, sans aucune protection sociale en dehors de l'Aide médicale urgente. Dans ce contexte, nous n'avons pas de choix sur les conditions de salubrité de notre logement. On trouve ce qu'on peut trouver, souvent des logements gérés par des marchands de sommeil qui nous laissent dans des conditions de pleine insalubrité.

GAZ ET NUCLÉAIRE : LA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE DE LA VIVALDI

Entretien réalisé par
Magali Verdier,
CIEP-MOC Bruxelles

Mouvements s'est entretenu avec Carine Thibaut, porte-parole francophone et conseillère politique de Greenpeace Belgique à propos de la politique énergétique menée par la coalition De Croo, dont la ministre de l'énergie est Tinne Van der Straten (Groen, les verts néerlandophones).

Mouvements : Pourriez-vous présenter dans les grandes lignes la politique fédérale sur l'énergie dans le domaine du nucléaire et du gaz ?

Carine Thibaut (Greenpeace) : Au début de la Vivaldi, il y eu un accord sur la sortie du nucléaire pour fermer les sept centrales avec un mécanisme d'appel d'offre subsidié par l'Etat (CRM) pour remplacer les capacités perdues avec le nucléaire. Mais, il se fait qu'il y eu des grandes tensions entre les verts et les libéraux. Le MR prône le maintien du nucléaire et les VvertsS non. Cet accord a changé pour aboutir à un pacte énergétique : la prolongation de deux réacteurs nucléaires, construits les plus récemment et la construction de centrales de gaz. En ce qui concerne l'énergie nucléaire, elle représentera avec la prolongation des deux réacteurs nucléaires 3% de notre approvisionnement énergétique. Ce n'est pas énorme, alors qu'on on fait un débat gigantesque. Pour prolonger ces deux réacteurs, il faut négocier avec Engie qui avait déjà tourné la page. Or, ces réacteurs ne fonctionneront pas pendant deux hivers prochains pour deux raisons : l'application de procédures juridiques pour leur prolongation et la mise en conformité des deux réacteurs qui n'ont pas été faits. Cet accord, c'est la peste et le choléra : on prolonge le nucléaire et on va construire deux autres centrales au gaz. Cela est justifié par la sécurité d'approvisionnement.



Comment les décisions prises sur le maintien des centrales nucléaires sont-elles justifiées ?

CT : Cela s'est justifié au nom de la transition climatique et de la sécurité d'approvisionnement, mais c'est surtout le résultat d'une politique belge erratique en matière d'énergie. Et de plus en plus de gens pensent que c'est la voie à suivre. Il est vrai que le nucléaire n'est pas une énergie émettrice de beaucoup de gaz à effets de serre mais les risques du nucléaire restent importants, d'autant plus en période d'instabilité. On le voit avec la guerre en Ukraine avec la menace de faire exploser la centrale de Zaporijia. On n'est pas non plus à l'abri d'accidents nucléaires comme ce qui s'est passé au Japon à Fukushima. En Belgique, les deux centrales sont installées dans des régions densément peuplées, ce qui augmente

clairement les risques. Par ailleurs avec le dérèglement climatique, on a vu en France des centrales nucléaires à l'arrêt parce que l'eau des rivières devenait trop chaude pour pouvoir les refroidir. A cela, il faut ajouter les problèmes des déchets nucléaires sur leur durée de vie et la radioactivité.

Quel impact a eu la guerre en Ukraine sur ces politiques ?

CT : Ce conflit a rebattu les cartes et a mis en lumière notre grande dépendance vis-à-vis des importations russes de gaz et du pétrole. Même si l'on dépend beaucoup moins que les autres pays européens du gaz et du pétrole russe, cela a remis sur la table notre dépendance vis-à-vis des énergies fossiles. Ce dont souffre la Belgique, c'est l'envolée des prix suite à cette guerre. Comme l'énergie est libéralisée, il n'y a pas de plafond de prix et la spéculation est énorme en raison de la crainte que Poutine coupe les exportations de gaz.

De plus, le prix de l'énergie est fixé sur l'unité de production la plus chère (comme une vieille centrale au gaz par exemple). Du fait des enjeux géopolitiques et la crise climatique, il se fait que les hydrocarbures deviennent des denrées importantes qui valent de l'argent. Cette spéculation engendre des surprofits. On a calculé qu'en un mois en Belgique -en mars-, les entreprises pétrolières ont fait 68 millions d'euros de surprofits. C'est du jamais vu ! Alors que dans le même temps, la facture d'un ménage en Belgique pourrait monter

jusqu'à 9.000 euros par an, 750 euros par mois.

Que fait la Belgique par rapport à ces surprofits ?

CT : Certains pays européens tels que le Portugal, l'Italie ou la Grande-Bretagne ont mis en place une taxation des surprofits des entreprises pétrolières et gazières, les profits excédentaires générés par la guerre. En Belgique, il y a un projet de loi déposé par la Ministre de l'énergie, Tinne Van Der Straeten pour taxer 25 % des superprofits. Cette discussion est en cours de discussion au sein du gouvernement. Pour nous, c'est important de taxer des surprofits qui sont scandaleux dans un contexte où tant de familles ont du mal à payer leurs factures. Les recettes issues de cette taxe doivent servir à s'affranchir des énergies fossiles, responsables du dérèglement du climat, à isoler les bâtiments, à développer les pompes à chaleur et à financer les mesures sociales actuelles et d'autres aides aux familles qui ne peuvent plus payer leurs factures.

Face à ces politiques, quels sont les enjeux pour Greenpeace faut-il porter ?

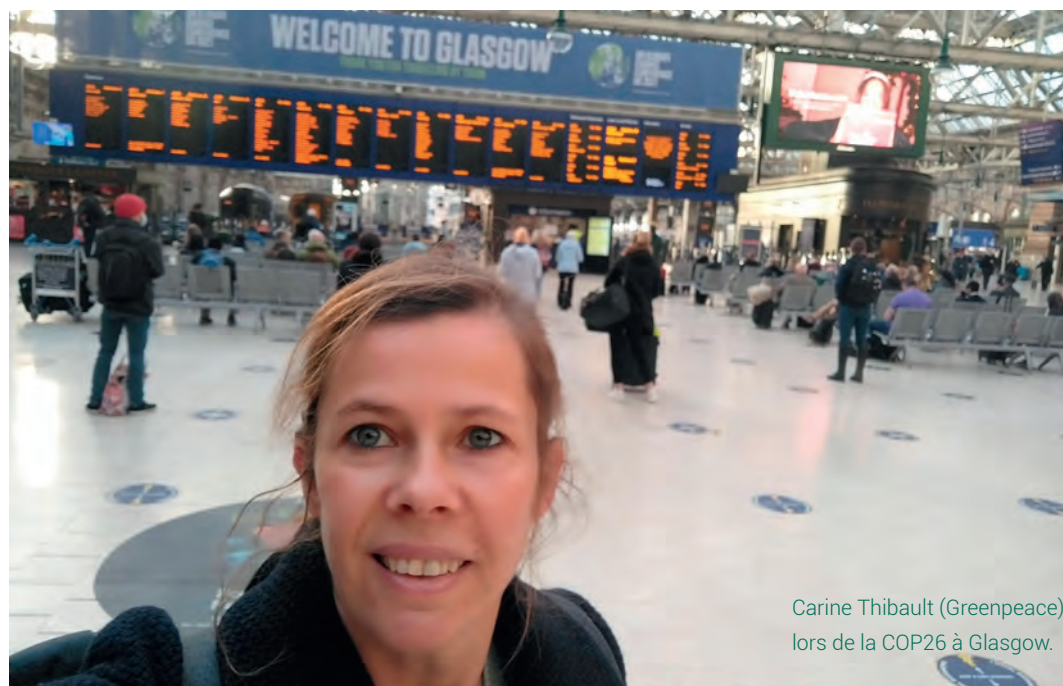
CT : Au vu de l'urgence et de l'aggravation de la crise climatique - nous le voyons bien cet été avec la sécheresse, les feux de forêt, les vagues de chaleur - et si nous voulons rester en dessous des 1,5 degrés d'élévation de la température, nous en identifions quatre enjeux.:

Un premier enjeu est **la réduction de notre consommation d'énergies fossiles, dans le logement comme le transport**. Cela passe par la mise en place de politiques de rénovation et d'isolation des bâtiments et des logements. C'est une compétence régionale. Ces politiques sont déjà à l'œuvre mais se concentrent sur les particuliers ou la capacité de l'Etat d'aider les particuliers avec des primes. Il faut aller plus vite et plus loin. Pour rappel, nous avons 20% des familles en Belgique qui sont en situation de précarité énergétique. Et ces chiffres datent d'avant que les prix du gaz et de l'électricité n'exploient. Le tarif social mis en place par le gouvernement fédéral couvre deux millions de Belges. Mais il ne concerne pas les classes moyennes qui n'ont pas la capacité de payer leurs factures d'énergie. Actuellement, ces familles ont pour seule solution de demander des plans

d'apurement. L'énergie la moins chère, c'est celle que l'on ne consomme pas. D'où l'importance de l'isolation massive des logements.

Autre élément important, ces politiques doivent être le plus sociales possible. Une des mesures à prendre dans ce domaine est par exemple de geler les loyers après les travaux d'isolation effectués.

Le fédéral doit aussi mettre en place des politiques cohérentes axées sur l'emploi et la formation pour pallier le manque de main d'œuvre dans le domaine de la construction et de la rénovation, et ces politiques doivent garantir des bonnes conditions de travail et non laisser place au dumping social.



Carine Thibault (Greenpeace) lors de la COP26 à Glasgow.

Pour réduire la consommation d'énergie fossile, il faut aussi agir sur la mobilité. Plutôt que de remplacer des voitures thermiques par des voitures électriques, l'Etat doit investir massivement dans les transports en commun, le développement des plans pour la circulation à bicyclette et à pied. Nous demandons également l'interdiction des vols aériens pour lesquels, il existe une alternative de 6h en train et la fin de l'exemption de taxation sur le kérosène.

Le deuxième enjeu est **de ne plus dépendre des énergies fossiles et de viser les 100% d'énergies renouvelables**. Aujourd'hui, quand on regarde les objectifs que l'Europe nous assigne, à savoir un pourcentage de 32% d'énergie renouvelable d'ici 2030, on est largement à la traîne en Belgique.

On a besoin d'avancer dans les renouvelables, par: le développement du photovoltaïque et l'installation davantage d'éoliennes sur terre et en mer. Concernant les éoliennes, les compétences sont partagées entre le niveau fédéral (les éoliennes de mer) et le niveau régional (les éoliennes sur terre) ce qui ne simplifie pas les politiques à mettre en œuvre. De plus, actuellement, installer des éoliennes prend un temps très long à cause des nombreuses procédures pour l'octroi d'un permis.

Pour augmenter l'énergie renouvelable, il faut aussi penser aux inter-connexions de transport de cette énergie depuis d'autres pays. Or la Belgique

traite souvent cette question comme un vase clos. Mais en réalité, elle est reliée à d'autres pays. Par exemple, on devrait faire des interconnexions comme par exemple avec l'Espagne pour l'énergie solaire ou le Danemark pour l'énergie éolienne. Même, s'il existe des initiatives dans ce sens, cela ne fait pas encore assez partie du débat national.

Enfin, pour s'affranchir du gaz, une autre mesure à prendre est l'investissement massif dans le développement des pompes à chaleur (système de chauffage allant chercher l'air chaud sous terre) pour chauffer les bâtiments.

Un troisième enjeu, est **l'appropriation par les habitants de la production d'énergie**, ce que l'on appelle des « communautés d'énergie ». Cela consiste dans le partage dans un circuit plus local entre ceux et celles qui peuvent produire de l'énergie et ceux et celles qui en ont besoin. Cela coûte moins cher car le transport est moindre. Autre avantage, cette approche diminue certaines résistances aux éoliennes. Il est plus difficile d'accepter une éolienne lorsqu'elle appartient à une grande entreprise que lorsqu'elle est installée par une communauté d'habitants. Il faut stimuler et accompagner les groupes qui souhaitent faire cela.

Enfin, le quatrième enjeu, c'est la taxation des surprofits des entreprises gazières et pétrolières.

Par rapport à toutes vos revendications, quelles actions Greenpeace met-elle en place ?

CT : Nous avons une pétition qui revendique la taxation des surprofits pour réinvestir dans les politiques sociales, l'automatisation du tarif social et le réinvestissement dans l'isolation des logements. Nous lançons, les 8 et 9 octobre contre Total Energies une action de désobéissance civile de masse avec d'autres collectifs et organisations, nommée Code Rouge. Cette coalition vise TotalEnergies qui est le symbole de ce qu'il ne faut pas faire. Cette multinationale savait depuis 1971 que la combustion des fossiles générerait des

gaz à effet de serre et que l'augmentation de gaz à effet dans l'atmosphère aurait un effet délétère sur le climat et que cela allait fortement impacter l'humanité. Nous dénonçons également leur responsabilité actuelle dans le réchauffement climatique car 90% de leurs investissements sont toujours dans les énergies fossiles - gaz et pétrole surtout - bien qu'elle se vante d'être dans les énergies renouvelables. Par ailleurs, TotalEnergies continue d'investir en Russie, soutenant indirectement le régime de Poutine. Finalement, la multinationale profite de la crise actuelle avec des profits records qui vont aux actionnaires.



DU CHARBON DANS LE GREEN DEAL

**Par Daniel Tanuro,
Auteur de l'ouvrage
« Trop tard pour être pessimistes.
Ecosocialisme ou effondrement »**

Les phénomènes météorologiques récents envoient un message très clair : si les gouvernements continuent à ne (presque) rien faire, le réchauffement aura des conséquences de plus en plus catastrophiques. Sur le plan écologique et sur le plan social : le changement climatique approfondit les inégalités, les travailleurs/euses et les populations pauvres en sont les principales victimes, et ils/elles seront de plus en plus nombreux à le payer de leur vie

La catastrophe, en fait, nous y sommes déjà

La température n'a augmenté « que » de 1,2°C et cela suffit à multiplier et intensifier des sécheresses, des vagues de chaleur, des pluies torrentielles, des tempêtes, etc. Pas besoin d'être climatologue pour imaginer l'impact de +1,5°C... D'ailleurs, les spécialistes le disent : les projections des modèles sous-estiment la réalité. Tout va plus vite qu'annoncé !

Les sommets sur le climat (COP) de Paris et de Glasgow ont fixé pour objectif le maintien du réchauffement au-dessous de 1,5°C. C'est le seuil au-delà duquel la Terre risque de devenir une « planète étuve », plus chaude de 5°C. Une planète qu'Homo sapiens n'a jamais connue. Des régions accueillant aujourd'hui deux milliards de gens deviendront inhabitables, la chute de la biodiversité s'accélèrera et la survie même de notre espèce sera menacée.

Au fil des 26 COP, les gouvernements ont tellement tergiversé qu'il ne reste plus guère de temps pour agir : la barre du 1,5°C sera franchie bien avant 2040. Pour l'empêcher, il faudrait que les émissions mondiales de gaz à effet de serre diminuent de 45 à 50% d'ici 2030. Il faudrait en plus que les émissions et les absorptions « anthropiques » de gaz carbonés s'équilibrent en 2050¹ (« zéro carbone net »).

L'urgence est maximale, mais les politiques sont en-dessous de tout

Dans le meilleur des cas, si tous les engagements et toutes les vagues promesses de réduction d'ici 2030 étaient tenues, le réchauffement serait de 2,4°C. En ajoutant les promesses encore plus vagues de réduction d'ici 2050 il serait - peut-être - limité à +2,1°C. Mais cela resterait trop. Beaucoup trop. On va dans le mur.

Pourquoi les gouvernements n'ont-ils rien fait (ou presque) pendant trente ans, alors qu'ils savaient ? Parce que leur priorité est de soutenir les profits des entreprises dans la concurrence et que la croissance capitaliste qui en découle est basée sur les énergies fossiles. Les besoins sociaux et l'écologie sont des « variables d'ajustement ».

Pour sauver le climat, il faudrait en priorité cesser de brûler du pétrole, du charbon et du gaz naturel. En effet, ces « combustibles fossiles » dégagent beaucoup de CO₂ et ce gaz est le plus préoccupant des gaz à effet de serre, car il s'accumule dans l'atmosphère. La concentration atmosphérique en CO₂ a augmenté de 50% depuis la Révolution industrielle. Elle est sans précédent depuis 14 millions d'années.

L'urgence et le bon sens imposeraient d'utiliser moins d'énergie, d'abandonner les productions inutiles et de remplacer les fossiles par des renouvelables (elles sont sans danger et suffisent largement à satisfaire nos besoins)². On dit que cette



« transition énergétique » est en cours mais c'est un leurre : en trente ans, la part des fossiles dans le « mix énergétique » mondial n'a baissé que de 4% (86% en 1992, 82% en 2021)!

Les renouvelables ne remplacent pas les fossiles : ils s'y ajoutent. Pourquoi ? Parce que le secteur énergétique est aux mains d'énormes multinationales très puissantes dont les investissements gigantesques sont financés par les banques, que tout ce petit monde refuse de renoncer à la poule aux œufs d'or fossile, et que les gouvernements sont au service de ces gens-là.

Les gouvernements relancent les fossiles

Alors que la sécheresse fait des ravages, il faudrait démultiplier les efforts, amplifier cent fois les timides mesurées climatiques déjà prises, leur donner un contenu social et solidaire - afin qu'une

majorité de la population y adhère. Les gouvernements font l'inverse : ils relancent les fossiles !

Avec son « Green deal », l'Union Européenne se vante de mener la bonne politique climatique. C'est faux : l'engagement de l'UE à réduire ses émissions de 55% d'ici 2030 est inférieur à l'effort de 65% que lui dicte sa responsabilité historique dans le réchauffement³. De plus, le « bon élève » fait comme la Chine, la Russie, les USA : lui aussi, il relance les fossiles.

Récemment, les Pays-Bas, la Pologne, la Tchéquie, l'Italie, l'Autriche ont décidé d'accroître la part du charbon dans la production électrique. L'Allemagne augmente sa production de lignite. La France envisage de rouvrir sa dernière centrale à charbon (fermée en mars dernier).

La Commission menace : ceux qui, dans le cadre du Green deal, auront reçu l'aide

du Fonds de la Transition Juste pour organiser la reconversion des travailleurs des secteurs « sales » devront rembourser. On verra ce qu'il en est, car l'argent a été distribué...

Il n'y a pas que la relance des fossiles : alors que la sécheresse menace le refroidissement des centrales (et que la guerre en Ukraine illustre la dangerosité du nucléaire !), Macron décide de construire jusqu'à 14 nouveaux réacteurs EPR (en ignorant les alternatives de l'ADEME, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie), la Belgique renonce à fermer deux des siens et l'Allemagne reporte sa dénucléarisation...

La guerre n'explique pas tout

Les tensions autour de la guerre d'agression de l'impérialisme russe ne suffisent pas à expliquer ce changement de cap. Un indice parmi d'autres : la « taxonomie européenne » - la décision grotesque de définir le gaz et le nucléaire comme des énergies « vertes » - a été concoctée en 2021, bien avant l'invasion de l'Ukraine.

L'infléchissement des politiques énergétiques a commencé plus tôt. En 2019, les importations européennes de gaz de schiste étasunien (par tankers, donc avec un surcroît d'émissions par rapport aux gazoducs) avaient triplé par rapport à l'année précédente.

A la fin (?) de la pandémie, la concurrence a redoublé, les chaînes d'approvisionnement étaient désorganisées. C'est alors

que le Green deal est devenu de moins en moins vert. Au quatrième trimestre de 2021, les émissions de l'UE étaient 8% supérieures à leur niveau du quatrième trimestre de 2019 (avant la pandémie). Principaux responsables : les transports, les mines, et les producteurs d'électricité. Envolées, les promesses de « relance verte » !

A présent, la guerre tombe à pic pour freiner les politiques écologiques qui gênent les capitalistes. Deux exemples :

1°) ce n'est pas pour économiser l'énergie que le Parlement européen, en juin 2022, a exempté les constructeurs de voitures de luxe de l'obligation de bannir le moteur thermique au-delà de 2035 ;

2°) dans le cadre de la nouvelle PAC, 3% des terres agricoles devaient être dédiées au maillage écologique (objectif : 10% en 2030). Les lobbies prétendent que cet objectif compromet la « sécurité alimentaire », du fait des tensions sur les exportations de grain ukrainien. Or, cet argument ne tient pas debout : 32% des céréales produites dans l'UE servent à fabriquer des agrocarburants (et 46% à nourrir du bétail) ... Nous pourrions tous manger à notre faim, sans hausse des prix et sans abandon des sanctions contre la Russie.

En dehors d'un écosocialisme, pas de salut

Revenons aux entorses au Green deal. Selon la Commission, elles sont temporaires, et à compenser ultérieurement. Mais comment ? Le CO2 émis en sus des

projections restera dans l'atmosphère, menaçant d'éloigner encore plus l'UE - et le monde - du 1,5°C maximum. Qu'à cela ne tienne: les fanatiques de l'accumulation, qui ont réponse à tout, plaideront pour que ce CO2 soit balayé sous le tapis à coups de « compensation carbone » et de technologies d'apprentis-sorciers, du genre bioénergie avec capture-séquestration du carbone⁴.

Comment lutter ? Les exemples des voitures de luxe et du maillage écologique mettent en lumière le fond du problème : la concurrence pour le profit entraîne la tendance à produire toujours plus, et c'est cette logique infernale du capitalisme qui empêche de prendre la crise climatique à bras-le-corps dans l'intérêt des gens et de la nature. En-dehors d'une politique qui exproprie l'énergie, la finance et l'agrobusiness pour bâtir une société du temps libéré, une société qui prend soin, qui produit moins, qui travaille moins, qui partage les ressources, qui produit pour les besoins humains réels démocratiquement déterminés, il n'y a pas de salut. En-dehors d'un écosocialisme, il n'y a pas de salut.

- 1 On peut augmenter les absorptions naturelles de carbone par une meilleure gestion des sols, une extension des forêts, ou d'autres moyens¹²
Voir par exemple l'étude de la Banque Nationale de Belgique du 12/05/2022, « Les firmes et la hausse des prix énergétiques »
- 2 L'urgence et le bon sens imposeraient aussi de changer de remplacer l'agrobusiness par l'agroécologie et d'adopter un plan public d'adaptation à la part inévitable du réchauffement, mais cet article est centré sur la politique énergétique.¹⁴
Voir plus sur ce sujet dans Ernest Mandel, « Le troisième âge du capitalisme », Chapitre 13 sur l'inflation permanente.
- 3 De plus, il est assorti d'une taxe à l'importation qui impose aux pays du Sud de payer le prix du carbone correspondant, non à leur responsabilité historique dans le réchauffement (s'ils en ont une) mais à celle de l'UE.
- 4 La compensation carbone consiste en divers artifices tels que la plantation d'arbres pour compenser les émissions. Le Bioénergie avec capture-séquestration remplace les fossiles par de la biomasse, capte le CO2 émis et le stocke sous terre. Elle nécessite d'énormes superficies consacrées aux cultures énergétiques, au détriment de l'alimentation, de l'eau et de la biodiversité.

L'UNION EUROPÉENNE DES LOBBYS FOSSILES

Entretien réalisé par Mathilde Van Brabant
CIEP-MOC Bruxelles

Mouvements a rencontré Pascoe Sabido, activiste et chercheur auprès de l'ONG Corporate Europe Observatory (CEO), basée à Bruxelles et centrée notamment sur l'analyse de l'influence des lobbies capitalistes auprès de l'Union européenne.

Mouvements : tu travailles pour Corporate Europe Observatory, peux-tu nous expliquer qui vous êtes et votre rôle ?

Pascoe Sabido : Nous sommes une petite ONG, nous travaillons à Bruxelles et nous essayons de démontrer l'influence des lobbys sur les politiques européennes. Je travaille particulièrement sur le climat et l'énergie. Nous sommes une organisation horizontale et venons de fêter nos 25 ans. De base, nous sommes un groupe d'activistes, nous sommes depuis le début proches des mouvements sociaux, du mouvement climat et des syndicats. D'ailleurs, lorsqu'il y a une grande lutte sociale, nous essayons d'apporter notre aide en fournissant des informations.

On imagine qu'il y a beaucoup de lobbys européens, surtout à Bruxelles, mais que pouvez-vous nous dire sur la place et le fonctionnement des lobbys des énergies fossiles vis-à-vis de l'Union européenne ?

PS : Oui tout à fait. Il est important de noter que les lobbys de l'énergie se situent et au niveau national et européen. Bruxelles a une place toute particulière parce que l'Union européenne influence la politique énergétique des 27 pays de l'UE donc ces entreprises de l'énergie y sont très présentes. Même si, bien entendu, la France et l'Allemagne ont leur rôle à jouer. En effet, dans le quartier européen, où l'on peut trouver une concentration de lobbys des énergies fossiles et bien d'autres lobbys encore, on trouve tout un tas de bureaux et de boîtes qui font partie du processus de lobbying de ces sociétés au niveau européen. Par exemple, on

a des grandes entreprises comme Engie qui possède Electrabel et Total qui se situe à Art-Loi. Dans ce même quartier, on retrouve aussi le bureau de Fluxys, une des entreprises les plus importantes aujourd'hui qui est officiellement un transporteur de gaz, mais qui est aussi une des plus grosses entreprises de gazoducs présente partout en Europe. Ces lobbys font partie d'associations qui représentent leurs intérêts.

En ce qui concerne le gaz, il y existe Eurogaz – la fédération de l'industrie gazière – qui a ses propres lobbyistes à Bruxelles et participe à beaucoup de réunions de l'UE. On retrouve Eurogaz aux différents niveaux du processus législatif de la Commission européenne, au Parlement et au Conseil européen, mais également à leurs réunions « tripartites », c'est-à-dire les négociations entre institutions sur les propositions législatives sous-forme de trilogues entre le Parlement, le Conseil et la Commission. Les industriels qui font partie du groupe de lobbys d'Eurogaz se retrouvent donc à chaque étape du processus législatif. Il y a plusieurs fédérations et associations d'industries similaires : par exemple, The International Association of Oil & Gas Producers (IOGP), soit l'organisation internationale des producteurs de pétrole et de gaz, qui fait elle-même partie de la super-association professionnelle rassemblant six lobbys européens et internationaux du secteur gazier, GasNaturally. Grâce à ce type d'association présente dans le quartier européen, l'industrie à accès aux politiciens. Ces industries s'allient aussi à des boîtes d'avocats qui

font du lobbying afin de changer les lois. Ils ont beaucoup de clients, entre autres l'industrie énergétique. Une autre tactique plus directe pour se rapprocher des politiciens est d'embaucher des ex-ministres européens. McKinsey a ainsi embauché un vice-directeur général du ministère de l'énergie. Le pantouflage est donc également une des tactiques utilisées par les lobbys pour gagner de l'influence. En effet, ces politiciens, en plus de donner leurs perspectives et leurs astuces au niveau du fonctionnement européen, amènent plus facilement de nouveaux clients pour ces boîtes grâce à leur petit carnet de contacts.

Quel est l'influence des lobbys du gaz et du pétrole sur l'UE en comparaison avec celle de la société civile ?

PS : En tout, entre 2010 et 2018, les cinq entreprises les plus importantes du gaz et du pétrole et leurs lobbys ont dépensé ensemble 251,3 millions d'euros

en lobbying politique auprès de l'Union européenne afin de ralentir, d'affaiblir et de saboter la lutte climatique. Alors que l'industrie du gaz et du pétrole dépensait en moyenne déjà plus de 100 millions d'euros par an en lobbying, la société civile, qui représente l'intérêt général, soit les ONG, les syndicats et les associations de consommateurs en dépensait 1/20^{ème} environ. On voit donc que les ressources sont inégales, mais il est important de dire que cette industrie des énergies fossiles a réussi à faire une alliance idéologique parce qu'elle partage l'idée de base de l'UE, c'est-à-dire une société de libre-échange, un marché unique européen. Le problème est que cet intérêt ne représente pas les besoins ni des travailleurs ni de changer notre relation à l'environnement. Donc, en plus de leur proximité géographique et de leur avantage financier, ces industries des énergies fossiles ont une proximité idéologique avec la Commission européenne.



Quelles sont les nouvelles tactiques du secteur des énergies fossiles face à la conscientisation globale sur les enjeux climatiques ?

PS : Leur but est de continuer à faire du profit, de rester audible et de construire plus de pipelines. La solution des opérateurs de gazoducs, c'est de dire qu'il faut réutiliser et convertir les gazoducs afin de transporter l'hydrogène. En affirmant que les investissements dans les gazoducs actuels restent nécessaires, ils permettent d'éviter que ces actifs restent bloqués, perdent de la valeur aux yeux des investisseurs et du profit par la même occasion. Mais le message a changé au

cours des dix dernières années. Dans les années 2000, ils promouvaient la désinformation climatique. Lorsque cet argument n'a plus fonctionné, ils ont prétendu que le CO2 pourrait être capturé par des nouvelles technologies. En 2011, on a vu naître une campagne de l'industrie du gaz menée par une boîte de consultants pour rassurer les consommateurs que le gaz était un véritable allié du renouvelable. Vers 2015, commença la véritable fracture entre le charbon et le gaz. On nous présenta le gaz comme la solution car plus « propre » que le charbon. Alors qu'en réalité, les industries fossiles masquent le fait que le gaz produit peut-être moins de gaz à effet de serre que le charbon, mais au moment de son extraction, il y a souvent des fuites de méthane, qui a un « pouvoir de réchauffement » (GWP = Global Warming Potential) 25 fois supérieur à celui du CO2. Le gaz est présenté comme propre, alors que si on considère la chaîne de production dans son entièreté, il n'est pas mieux que le charbon.

A l'heure actuelle, un autre argument avancé par les lobbys est l'inefficacité et le manque de fiabilité des renouvelables, comme les éoliennes s'il n'y a pas de vent. En même temps, ironiquement, beaucoup se tournent vers les énergies renouvelables. Les entreprises des énergies fossiles ont racheté énormément de boîtes de renouvelables. En 2014, Total et E.on et d'autres en ont achetées en tant que filiales et ont gagné un accès aux lobbys des renouvelables en siégeant dans leurs conseil d'administration. Ensuite, ces entreprises sont passées d'anti-gaz

à pro-gaz et de la défense d'une transition totale vers les renouvelables à celle d'une transition partielle. Toutes ces tactiques servent à promouvoir le gaz voire l'hydrogène.

Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, on a eu des documents (comptes-rendus de réunion, lettres et e-mails) reprenant les échanges entre la Commission et les lobbyistes. On a constaté que Total, Shell, BP et E.on essayent de persuader l'Union européenne qu'ils reconnaissent l'importance d'une meilleure justice climatique et d'un programme « efficace » de transition climatique. Ils essayent de montrer qu'ils ont compris les réalités des consommateurs. Ils ont intérêt à se présenter comme étant sensibles à ceux et celles qui ne savent payer leurs factures et qui sont plus vulnérables. En même temps, ils parlent plutôt de l'importance à réduire sa consommation *individuelle*, en baissant le thermostat. Ils sont plus malins aujourd'hui et reprennent l'argumentaire de justice sociale en mentionnant notamment la difficulté des personnes à payer leurs factures, ce qui leur garantit une certaine légitimité sociale. Surtout si on considère le profit qu'ils ont accumulé dernièrement alors que les prix montent et que la plupart d'entre nous galèrent. Dans les documents qui reprennent leurs échanges avec la Commission européenne, ils parlent donc d'aider les plus vulnérables et de la nécessité de mettre en place un programme d'efficacité énergétique, mais nous savons que derrière ces mots, ce qu'ils souhaitent est à l'opposé. Ils essayent de se positionner de

manière progressiste mais ne veulent pas bloquer les prix de l'énergie. Ils ont réussi à coopter tout ce qui leur avait été reproché et à l'intégrer dans leur discours vis-à-vis des politiques européennes.

Face à ce que ces lobbys font, vous informez le public, vous essayez d'empêcher l'influence des grandes entreprises sur les décideurs européens et de sensibiliser le public. Comment vous faites ?

PS : Afin que nos recherches atteignent le plus de gens possible, nous travaillons avec les journalistes, les médias, la presse et avec différentes bases de sympathisants alliés en Europe comme des coalitions de syndicats, des mouvements sociaux, les mouvements de justice climatiques et des ONG. Nous organisons aussi des « Lobby tours » pour aider à mettre un nom sur un bâtiment pour sensibiliser le public.

Comment faire plus de liens entre les travailleur.se.s et les syndicats d'une part et la lutte climatique d'autre part ?

PS : Actuellement avec la hausse des prix, et face aux profits démesurés engrangés par les patrons sur notre dos, en période de crise, il est désormais d'autant plus important de faire le lien entre la lutte des travailleur.se.s pour un travail digne et la lutte climatique pour une vie digne. On n'arrive pas à payer nos factures donc exiger l'augmentation du pouvoir d'achat est important mais ça reste une solution à court terme, parce qu'il faut aussi réfléchir au changement nécessaire au moyen et

long terme sur la manière de changer le système énergétique pour répondre à nos besoins. Il nous faut passer à l'énergie renouvelable qui serait un bien public. Il est nécessaire pour une vie digne de rendre le secteur de l'énergie public, il faut le rendre aux mains des travailleurs et de la communauté afin de le rendre démocratique. Cette lutte doit donc être menée ensemble. Le vieux slogan « pas de boulot sur une planète morte » nous revient souvent en tête, mais il est trop abstrait. Contrairement à ce que l'on peut penser, ça n'est pas les politiques climatiques qui vont détruire les emplois, mais les patrons. On peut créer en réalité des emplois dans le secteur public en investissant dans les *climate jobs*, le renouvelable et la rénovation des maisons afin qu'elles soient plus performantes énergétiquement. Les pouvoirs publics sont un enjeu important. Pour les syndicalistes,

travailleurs et travailleuses, il faut se rendre compte que si on continue comme ça on va perdre encore plus d'emplois tout en détruisant la planète. Pour les activistes impliqué.e.s dans le mouvement climat, il faut souligner l'importance d'une convergence des luttes, on ne peut pas seulement exiger le renouvelable. Sinon, il y a un risque que les plus grandes ONG soutiennent les mesures climatiques anti-sociales, ça ne fera que des divisions et ne garantira pas une vie digne. Ce qui est arrivé en France avec les Gilets Jaunes ne doit plus se répéter : le mouvement climat doit soutenir le mouvement ouvrier que ça soit lors des piquets de grèves ou lors des manifestations pour un salaire digne et créer un mouvement plus large. Face à cette montée des prix et au réchauffement climatique, cet automne-hiver, nous avons une opportunité de faire converger les luttes syndicales et climatiques.



SE REBELLER FACE AU DANGER DE L'EXTINCTION

Entretien réalisé par
Mathilde Van Brabant
CIEP-MOC Bruxelles

Ces dernières années, un nouveau mouvement écologiste s'est illustré par de nombreuses actions spectaculaires dans plusieurs pays d'Europe et du monde. Extinction Rebellion (XR) est également présent en Belgique. Mouvements est parti à la rencontre de Samuel, un de ses jeunes activistes, pour discuter avec lui de la vision et des actions d'XR en lien avec la question de l'énergie

Mouvements : Quelles ont été les actions menées par XR face à la montée des prix de l'énergie ?

Samuel (XR) : Les actions d'Extinction Rébellion (XR) se préparent sur le long terme. Même s'il est toujours difficile d'agir à chaud par rapport à l'actualité, nous avons mené pas mal d'actions en juin. Vers la fin du mois, XR a décidé de perturber les négocia-

tiens sur la modernisation du Traité sur la Charte de l'énergie (TCE). Cette charte, peu connue du grand public, a été signée par la plupart des pays de l'Union européenne excepté l'Italie. Ce traité protège les investissements dans l'énergie fossile et donc empêche la mise en place de politiques de réduction des flux dans les énergies fossiles. En pratique, si une entreprise avait investi dans un puits

CETTE ACTION MET EN AVANT LA DIFFICULTÉ DE SORTIR DE NOTRE DÉPENDANCE AUX ÉNERGIES FOSSILES.

de forage pétrolier, l'Etat qui interrompt l'extraction se doit de payer une indemnité à l'entreprise équivalent à ce qu'elle aurait gagné de cet investissement, cette somme peut se compter en milliards. Plusieurs pays ont déjà préparé une sortie collective du traité dont la Belgique. Au

moment des négociations sur la question de moderniser le traité, plusieurs activistes d'Extinction Rebellion sont rentré•e•s et se sont

collé•e•s aux tables de négociations, pendant qu'un autre groupe situé à l'extérieur bloquait en partie l'entrée en mettant en scène un « die in » en faux pétrole : ce type d'actions consiste à marcher puis s'étendre au sol en « tombant mort•e » de sorte à attirer l'attention. Cette action met en avant la difficulté de sortir de notre dépendance aux énergies fossiles. Je parle surtout « d'énergies fossiles » parce



que cette notion permet d'englober le problème de la flambée des prix et de l'écologie. En effet, on peut dire que tous les produits du marché utilisent de l'énergie pour être produits, transformés et transportés, donc l'augmentation du prix de l'énergie produit une inflation généralisée. Entraînant à son tour la destruction de l'air, des sols, donc de l'environnement.

Toutes les actions que nous avons mises en place prennent le problème de l'énergie par un bout ou par l'autre. Durant la deuxième semaine de juin, par exemple, nous avons visé l'industrie de la viande, extrêmement énergivore, en bloquant une usine de transformation de la viande puis lors d'une mise en scène du crime d'écocide au Mac Donald's du centre de Bruxelles. Dans la même veine, nous avons mis ensuite la pression contre l'extension de l'aéroport de Liège qui viserait à étendre la présence d'Alibaba avec 3 nouveaux halls - en plus de son dépôt actuel de 33 000 m² - avec pour promesse une livraison en moins de 36h en Europe depuis la Chine. Quand on s'attaque à ces différents aspects, nous défendons une réduction des gaz à effet de serre et une sauvegarde de notre « pouvoir d'achat » parce qu'on rend nos biens de consommation moins sujet aux fluctuations du cours de pétrole.

Au sein d'XR, quelles valeurs défendez-vous ?

Samuel (XR) : Dans notre charte, nous reconnaissons la gravité et l'urgence des crises écologiques actuelles et neuf

autres principes. Cette charte sert de support minimal et permet à des personnes qui s'identifient à ces valeurs d'agir au nom d'XR. Nous restons structurellement très décentralisés, ce qui laisse beaucoup de place à l'initiative et des groupes se forment localement ou nationalement. Même pour des questions plus clivantes comme la question animale, il existe au sein d'XR, le collectif XR Animal qui complète les trois revendications principales d'XR avec sa spécificité animaliste. Ce collectif a pris l'initiative d'initier une série d'actions contre les projets de fermes-usines, donc ceux qui s'y retrouvent peuvent rejoindre l'action. Après, basé sur les chiffres, il est consensuel à XR d'affirmer que l'industrie de la viande est extrêmement polluante du point de vue énergétique en plus de poser d'autres problèmes d'un point de vue éthique et économique. Je pense ne pas trop m'avancer pour dire que tout le monde dans XR est d'accord avec ça de la même manière que tout le monde veut sortir du TCE.

Quelle est la vision de justice sociale d'XR sur les enjeux énergétiques ?

Samuel (XR) : Il y a consensus sur le problème de la dépendance aux énergies fossiles qui ne se règlera pas en changeant de sources d'énergie en quelques années même avec les renouvelables. En fait, pour créer ces renouvelables, il faut utiliser les anciennes sources d'énergie. La clé réside donc dans la suppression de toute production inutile d'énergie. Aujourd'hui on n'a plus peur d'utiliser le concept de décroissance choisie, par exemple des

industries inutiles telles que l'armement, le luxe, la publicité, mais aussi la voiture individuelle qui peut être remplacée par des transports en commun. Bien entendu, la sortie du nucléaire est incluse. Sachant que le nucléaire nécessite une stabilité et que nous faisons face à des crises de plus en plus violentes pas seulement dues au réchauffement climatique, la sortie du nucléaire est nécessaire.

Tu parles de « décroissance choisie », peux-tu en dire plus ?

Samuel (XR) : La question de décroissance est liée au fait qu'il y a des secteurs de la production qui doivent décroître ou disparaître. Notre rôle en tant que mouvement écologiste, c'est de nous attaquer à ces différents secteurs, de montrer les dégâts qu'ils causent, de les forcer à décroître ou en tout cas de ralentir leur croissance. Pour le faire, en pratique, on se retrouve surtout à faire pression sur le gouvernement ou les entreprises.

Mais dans une perspective de changement global et pérenne, la question c'est : comment on définit, à l'échelle de toute la production, ce qui est utile ou pas ? On ne sera pas forcément d'accord là-dessus au sein d'XR, alors dans la société, encore moins... La position d'XR, exprimée dans sa troisième revendication, c'est que cette « transition » doit être dirigée démocratiquement, par des « assemblées

citoyennes ». Autrement dit, il faut que ce soit la population qui prenne le pouvoir sur l'économie, et plus les marchés financiers. Si on se veut que ça se passe de manière juste, les besoins de la société, c'est-à-dire ce qui doit être nécessairement produit et ce qui ne doit plus l'être doivent être définis par en-bas de manière collective. Ce processus collectif peut être imaginé de différentes manières, ça ne peut plus simplement être décidé uniquement par les politicien•ne•s ou les investisseur•r•se•s. Ceci implique soit une manière de pensée transitoire à travers une série de réformes soit une manière de pensée systémique qui viserait alors une remise en question également du système capitaliste.

Que peux-tu nous dire sur l'action Code Rouge en octobre ? Pourquoi avoir pris pour cible Total ?

« DANS LES ANNÉES 70, LORSQUE TOTAL A COMPRIS SON IMPACT SUR LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE, SA PREMIÈRE RÉACTION FUT D'INVESTIR DANS LA PROPAGANDE CLIMATOSCEPTIQUE »

Samuel (XR) : Cette action n'est pas seulement menée par XR, elle comprend une coalition d'organisations telles que Greenpeace, Dégaze, Stop Alibaba, ADES, la

Gauche anticapitaliste, et d'autres encore. Je ne peux pas dire en quoi va consister l'action exactement. Le but est d'avoir une mobilisation de masse contre le modèle énergétique et économique défendu par Total en tant qu'entreprise. Dans les années 70, lorsque Total a compris son impact sur le réchauffement climatique, sa première réaction fut d'investir dans la propagande climatosceptique pour

ralentir le moment où la réduction de leurs activités serait inévitable. Encore aujourd'hui, Total nie le problème, avec son changement de nom « Total énergies, premier fournisseur d'énergie verte » quand leurs investissements restent en réalité minimes. Alors pourquoi avons-nous choisi Total, et pas des industries comme la viande, le luxe ? Parce qu'en ce moment, la question de l'énergie est clé pour tout citoyen, elle est liée à la question de l'écologie et du pouvoir d'achat. Les prix n'explorent pas seulement à cause de l'invasion russe en Ukraine, mais aussi à cause de la spéculation. Total bénéficie de cette montée des prix pour faire plus de profits. En réalité, leur marge a fortement augmenté. En un an, la valeur d'une action Total en Bourse a été multipliée par 9 et on parle de 15 milliards de dividendes en 2022 pour les actionnaires du groupe. Il est nécessaire non seulement de sortir de la dépendance des énergies fossiles pour des raisons écologiques, mais aussi pour des raisons géopolitiques et économiques. L'augmentation des prix due à la guerre aurait pu venir d'autres dépendances géopolitiques. Il suffit qu'une installation saute dans le réseau d'interdépendance qui est à la merci d'une situation instable dans tous les cas.

Pour assurer ce changement, comment lier la classe travailleuse et les syndicats à cette lutte ?

Samuel (XR) : Le rôle des syndicats est fondamental parce que c'est la forme organisée de la classe travailleuse, ce qui nous fait sortir du rôle passif de

consommat•eur•rice•s. On parlait du fait de repenser la société de manière juste collectivement et de redéfinir ce qui doit et ne doit plus être produit, alors il faut le définir par rapport à trois questions : premièrement, quel•le•s est l'impact environnemental ? Deuxièmement, quels sont les besoins de la population ? Troisièmement, quel•le•s travailleu•r•se•s produisent pour quel•le•s consommat•eur•rice•s ? XR se focalise surtout sur l'écologie, mais on a besoin de la possibilité de mener cette lutte du point de vue des travailleu•r•se•s. Historiquement, de notre côté, on s'est souvent retrouvés en opposition aux syndicats donc on a peu tendance à faire le pas vers eux. Pourtant, il y a un bel exemple de convergence, en France, celui de Notre-Dame des Landes, entre les écologistes et les syndicalistes. Lors du mouvement syndical contre la loi Travail en 2016, les activistes climat ont soutenu les manifestations syndicales et ont pu parler à leur tour des luttes écologiques et bénéficier de leur soutien.

Ces luttes sont complémentaires. On va pouvoir trouver des points communs entre les syndicats et les activistes, par exemple travailler trop pour surproduire fait qu'une partie du travail est inutile voir nuisible et c'est en plus épuisant physiquement et psychologiquement en plus de polluer la planète. Une revendication commune est la réduction collective du temps de travail à la fois pour des raisons écologiques et sociales. On n'a pas de leçons à donner aux syndicats à ce niveau-là, parce que cette lutte, ils la mènent depuis longtemps, donc ici, c'est à nous de nous

raccrocher à eux. Maintenant, il y a des points de tension comme la fermeture nécessaire d'industries. Ces réticences remontent au compromis des Trente glorieuses, basé sur l'idée que la croissance permettrait l'augmentation du pouvoir d'achat. Aujourd'hui, lorsqu'on voit la FGTB défendre à demi-mot l'extension de l'aéroport de Liège, c'est catastrophique. Il est nécessaire de leur faire comprendre, que non, ça n'est plus comme ça que l'on lutte contre le chômage, contre la misère

et pour l'emploi. Une manière de sortir du chômage, c'est le partage du temps de travail et la fermeture des entreprises nuisibles. Les emplois perdus à l'occasion seront retrouvés grâce à la diminution du temps de travail. La classe travailleuse et les syndicats peuvent protéger l'environnement tout en conservant un taux de chômage bas, grâce à la réduction du temps de travail.



ÊTRE SYNDICALISTE CHEZ TOTALENERGIES

Entretien réalisé par
Nada Ladraa
CIEP-MOC Bruxelles

Il est militant à la CNE et s'appelle Bruno Priez, il a 59 ans (« pas 60 ! ») et est marié depuis 30 ans. Il a deux enfants, « deux poules et un lapin. » Schaerbeekois, Bruno est diplômé en informatique de gestion et a occupé une fonction d'ingénieur en sécurité chez TotalEnergies. Aujourd'hui, il est à 100% dans les organes de la concertation sociale de l'entreprise. Le travail d'informatique lui manque même s'il aime son expérience dans la CSC qui lui a beaucoup appris. Mouvements l'a rencontré pour lui parler d'énergie.



Bruno Priez

Mouvements : comment as-tu commencé le travail syndical ?

Bruno Priez (CNE TotalEnergies) : J'ai commencé par la cigarette ! Je suis allergique et un collègue fumait dans les bureaux car c'était permis. J'ai été voir le délégué SETCa (FGTB) qui m'a dit qu'il y avait une sorte de *gentlemen's agreement* pour lequel on ne discute pas des cigarettes sur le lieu du travail. Ensuite, j'ai été voir le délégué de la CNE qui a été plus intelligent : il m'a dit « Oui, oui, c'est un sujet intéressant, tu peux t'en occuper. Tu peux te présenter aux élections sociales et parler de ce sujet ! » Du coup je l'ai fait et me voilà ! Après j'ai commencé à m'intéresser à plusieurs fonctions portées par ma délégation syndicale, jusqu'à le faire à temps plein aujourd'hui sur plusieurs niveaux dans et en dehors de l'entreprise,

par exemple dans l'inter-siège belge du Comité d'Entreprise Européen.

L'énergie est un enjeu politique et social, dans le contexte de la terrible hausse des prix que nous connaissons. Quel est ton point de vue en tant que syndicaliste chez TotalEnergies ?

BP : Le pétrole est un marché très étroit avec très peu d'acteurs : les acteurs majeurs sont l'Arabie Saoudite, le Moyen Orient, les USA et la Russie. Après il y a des acteurs mineurs. Il faut commencer par la crise du COVID-19 en 2020, il y a eu une attaque frontale, par la Russie contre les USA, qui est passée inaperçue. La Russie était, en fait, contrariée par les prix bas du pétrole. Le pétrole était à si bon marché parce que l'huile de schiste, qui vient des Etats-Unis et qui est en fait la dernière révolution du pétrole américain, coûtait 70 dollars pour sortir un baril du sol. Donc si tu fais vendre ton baril à moins de 70 dollars, les petits et grands acteurs aux Etats-Unis se retrouvent face un mur.

Donc la Russie a ouvert ses robinets pour créer une abondance de pétrole pendant la crise du Covid, créant une crise catastrophique pour le pétrole : les industries arrêtées, grosse baisse dans le nombre d'avions, une grosse baisse dans la production mondiale... Donc à ce moment-là, il y a même du pétrole qui a été vendu à prix négatif. Il ne faut pas oublier que les prix du gaz sont fixés en fonction des prix du pétrole. Ce conflit a été ouvert par la Russie pour des enjeux politiques : elle

voulait une meilleure représentation au sein de l'OPEP élargie. Il y a donc eu une entente entre les Etats-Unis, l'Arabie Saoudite et la Russie pour mettre des quotas plus stricts : ils ont adapté leur production et l'accord a manifestement plu à tout le monde, puisque, même pendant la période COVID, le baril est remonté à 80-90 dollars. Donc, avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie, les prix étaient déjà en forte hausse. L'invasion, maintenant, est utilisée pour justifier une augmentation ultérieure des prix par les spéculateurs du marché global.

Certains font des parallélismes entre la crise énergétique d'aujourd'hui et la crise de 1979. Qu'en penses-tu ?

BP : On vit dans un système basé sur l'argent. Jusqu'à la chute du Mur, de notre côté le principe le plus important est le profit. Mais il y avait une barrière : ton profit ne pouvait pas quitter le pays. Donc, par exemple, 50 millions de francs belges tu dois les réinvestir dans le même pays. Tu as donc un enrichissement de la société – même s'il faut, bien sûr, souligner les coûts écologiques de ce développement. En tout cas, à l'époque il y avait un contrôle qui permettait de redistribuer les richesses à travers les impôts et les taxes. Suite à la chute du mur de Berlin, on a véritablement eu une néolibéralisation dans les

écoles de pensée. Ce changement a été abominable, pour moi, parce que là tu n'as plus de frontières pour le capital : tu sors les profits et tu les mets où tu veux. Les Etats ont donc perdu la possibilité de faire une redistribution des richesses, face à des Google, Amazon, ExxonMobil ou TotalEnergies.

Le 10 février 2022 on a découvert que TotalEnergies avait connu ses profits les plus élevés depuis au moins 15 ans. Cela a suscité des critiques vu la hausse des prix de l'énergie. Quel est la position et le rôle des travailleur.se.s de TotalEnergies selon toi ?

CE CONFLIT A ÉTÉ OUVERT PAR LA RUSSIE POUR DES ENJEUX POLITIQUES : ELLE VOULAIT UNE MEILLEURE REPRÉSENTATION AU SEIN DE L'OPEP ÉLARGIE.

BP : On s'est retrouvés entre le marteau et l'enclume, car personne dans l'entreprise n'est responsable du prix du baril. En plus,

TotalEnergies, comme la plupart des compagnies occidentales, n'est rien à côté des acteurs nationaux. Par exemple, en Iran, Qatar ou en Arabie Saoudite, les gouvernements ont des réserves énormes et des très grosses facilités à pouvoir ouvrir les robinets au fur et à mesure de leur politique de soutien des prix du pétrole. Au contraire, les gouvernements des Etats occidentaux n'ont pas une grande marge de manœuvre. Donc, en tant que travailleur.se.s de TotalEnergies notre marge de manœuvre est limitée, notamment à cause des craintes de délocalisation.



On l'a bien vu ici : on a des filiales, par exemple d'expertise informatique ou de la comptabilité opérationnelle, dans l'Europe de l'Est car les salaires y sont beaucoup moins chers. Il y a aussi beaucoup de filiales présentes dans le sud-est asiatique.

En revanche, depuis 2016, TotalEnergies est en pleine mutation, surtout à cause de la mort tragique de notre ancien PDG. Le nouveau PDG a souhaité d'abord avoir l'aval de tous les travailleurs de la compagnie. Donc, il a organisé des ateliers et des questionnaires qui ont été compilés pour tous les travailleurs dans les 130 pays dans lesquels la Compagnie TotalEnergies est présente. Cela a créé un début de conscience commune entre les travailleurs de TotalEnergies et la direction de TotalEnergies, notamment sur la question écologique. En effet, l'enquête mondiale initiée par le nouveau PDG a

démontré qu'il y avait une grande envie du personnel pour un changement de la compagnie vers une spécialisation sur les énergies renouvelables et l'abandon des énergies les plus carbonées.

Y a-t-il des réunions qui rassemblent au niveau international les syndicalistes des 130 pays du groupe ? Où ces sujets peuvent être abordés avec tout le monde ?

BP : Non, ça n'existe pas et ça n'est pas à l'ordre du jour. On a des observateurs : par exemple, un observateur venant d'Afrique du Nord qui transfère les informations chez le personnel local. Nous avons un siège européen, effectivement, mais il faut souligner que c'est parce que l'Europe a imposé non seulement la liberté de circulation du capital au sein de ses frontières mais aussi une certaine protection sociale pour ne pas faire n'importe quoi non plus. Donc, l'UE a provoqué la création des comités d'entreprise

européens, organe où je suis aussi présent. Nous avons obtenu une charte sociale qui est valable pour l'ensemble de nos activités dans le monde entier. Donc, dans des pays où les syndicats sont interdits, on va trouver des noms qui ne choquent pas les autorités locales mais qui permettent aux travailleurs de s'organiser : comme représentant des collègues, par exemple plutôt que comme délégué syndical. Même en Europe, il y a des pays où il y a très peu de syndicats : par exemple, les Pays-Bas, la Roumanie, l'Ukraine et pas mal de pays de l'Est. On va donc s'organiser entre nous pour éviter d'avoir, par exemple, un patron des RH qui représente son pays aux réunions européennes.

Et nous, en tant que travailleur.e.s de Belgique, qu'est-ce qu'on pourrait revendiquer ?

BP : L'urgence climatique et les prix sont un signe clair : on a besoin de devenir moins dépendants de ces énergies non-renouvelables. Par exemple, il faut augmenter les aides à l'isolation : il y a beaucoup de famille qui vivent dans des appartements où il n'y a pas beaucoup

d'isolation, ils doivent payer des charges très élevées. On a aussi peu d'aides vis-à-vis des locataires, pour qu'ils puissent mieux isoler leurs logements. Je pense que l'urgence est là. Pour les propriétaires, je pense qu'il faut les accompagner. Il y a beaucoup d'autres éléments : penser à des plans de mobilité, penser à favoriser les moyens de locomotion qui dépensent moins d'énergie, imposer le ferroutage comme le fait la Suisse et penser à aider les entreprises à diminuer cette facture. Par exemple, arriver à faire de l'énergie de l'hydrogène à la place du pétrole. Il faut vraiment donc qu'on se préoccupe à devenir le moins dépendant possible de ces énergies non-renouvelables.

ON A BESOIN DE DEVENIR MOINS DÉPENDANTS DE CES ÉNERGIES NON-RENOUVELABLES

AGENDA

J'HABITE, TU HABITES, ILS SPÉCULENT...

JEUDI 6 OCTOBRE - À PARTIR DE 18H

Organisateur : CIEP Bruxelles et Equipes populaires Bruxelles
Adresse : 19 rue Pletinckx
Tél : 02/557.88.35
Mail : info@mocbxl.be

COUPE DU MONDE 2022, UNE QATARSTROPHE ?

MARDI 11 OCTOBRE À 18H30

Organisateur : WSM, le MOC de Bruxelles et Beweging.net
Adresse : 19 rue Pletinckx
Tél : 02/557.88.35
Mail : info@mocbxl.be

MANIFESTATION NATIONALE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

DIMANCHE 23 OCTOBRE À 13H

Organisateur : Coalition Climat
Adresse : Gare du Nord
Tél : 02/557.88.35
Mail : info@mocbxl.be

GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE EN FRONT COMMUN POUR NOS SALAIRES ET CONTRE LES FACTURES IMPAYABLES

MERCREDI 9 NOVEMBRE - TOUTE LA JOURNÉE

Organisateur : le front commun syndical
Informations à suivre sur :
<https://www.lacsc.be/actualite>

